

2029 **PIC'AVENIR**

XAVIER BERTRAND EN "RÂLEUR" DES TRAINS PAS À L'HEURE

Invité ce lundi d'un « face aux lecteurs » au Courrier picard, le président de la Région l'a assuré : il va maintenir la pression sur la SNCF pour obtenir un meilleur service.



Xavier Bertrand l'a assuré devant nos lecteurs la concurrence sur le rail sera opérationnelle en 2023

LES FAITS

• **Du 16 septembre au 14 novembre**, le Courrier picard a mené une consultation sur l'avenir de la Picardie, autour de neuf thèmes : l'économie, l'agriculture, le développement durable, les transports, la culture et la vie associative, le sport, la santé, le tourisme, l'enseignement et la formation.
• **Les Picards** étaient invités à laisser leur contribution sur le site picavenir.fr (où tous nos reportages sont encore visibles en accès gratuit).
• **Parmi des centaines** de contributeurs, dix ont échangé durant 2h30 hier avec le président de la Région Hauts-de-France.

Xavier Bertrand n'a pas paru surpris. Invité, lundi dans nos locaux, pour rencontrer une dizaine de contributeurs au projet Pic'Avenir, c'est la question du transport du quotidien qui a surgi, d'emblée, lors de cet entretien que nous avons organisé avec le président du Conseil régional. Et c'est Bertrand Wallon, d'Amiens, qui a pu le premier s'en ouvrir directement auprès du principal financeur du train. « Je dois aller à Lille deux fois par semaine. J'y passe entre 4 et 5 heures à chaque fois. Cela devient l'enfer », a pu ainsi raconter ce salarié du secteur bancaire qui n'a pas caché sa réticence à utiliser le rail. « Je préfère le train. Sauf que je ne comprends pas pourquoi on ne réussit toujours pas à fournir un ser-

vice à la hauteur ».

Pour Xavier Bertrand, le diagnostic est désormais connu : « Parce que cela fait 30 ans que l'État ne plus l'argent qu'il faut. Y compris des gouvernements auquel j'ai appartenu. Le pognon, on l'a mis dans le TGV. Et l'Île de France reste toujours plus importante que le reste de la France ». Représentant de l'association Les Indignés du rail, Bernard Vincent a pu compléter le tableau : « Le souci, c'est que SNCF réseau est gouverné par des techniciens, qui échappent complètement aux politiques ».

500 MILLIONS D'EUROS PAR AN

Xavier Bertrand l'a promis à son auditoire en tout cas. À raison d'un chèque annuel de 500 millions d'euros lâché par la Région, la SNCF n'a pas fini de l'entendre « râler ». Et manifestement, ce ne sont pas les occasions de se rebiffer qui manquent. « La SNCF m'a proposé de payer moins cher en supprimant des contrôleurs (63 millions d'euros), alors que je ne veux plus de train avec juste un conducteur. Ils m'ont proposé aussi de fermer une gare sur trois », a raconté le président de Région. La réouverture d'Abbeville-Le Tréport ? « Si je suis comptable, je l'arrête. Mais je la maintiens. Et là, ils me disent 2023, ils se foutent de moi ! » La réfection d'une ligne de fret dans l'Oise chiffrée à 12 millions d'euros ? « Une étude indépendante nous parle plutôt de 9 millions d'euros, soit déjà 3 millions d'euros de gagné ! ». La ligne Paris-Laon ? « Si je ne faisais pas les travaux, on devrait fermer la

252

millions d'euros, les économies de fonctionnement générées par la Région depuis le début du mandat, selon la Cour des Comptes, par une action sur les marchés, le personnel (passé de 8500 à 8000 agents), mais sans augmenter les impôts régionaux. Dans son livre programme, Xavier Bertrand avait promis de réaliser 300 millions d'euros par an.

desserte d'une ville préfecture ! » La restructuration de la gare du nord à Paris ? « On n'a même pas été consulté ! »

Des raisons de ne pas désespérer existent néanmoins. Le Service annuel (SA) 2020 permettra « de mettre davantage de trains et de places », trace-t-il. Reste que « la SNCF doit encore faire des progrès. Je lui demande toujours des trains à l'heure, des voyageurs assis et avertis. Les cheminots, qui n'ont pas d'infos, se retrouvent entre le marteau et

l'enclume. Il n'est pas normal que ceux qui informent le mieux soient encore les associations de voyageurs. ».

LA RÉGION VA LANCER UN SITE DÉDIÉ AUX USAGERS POUR SIGNALER LES PROBLÈMES

Et ce n'est pas la seule demande que Xavier Bertrand formule. « Quitte à faire le chèque et à se faire enguirlander, je voudrais maintenant récupérer les infrastructures, avoir la maîtrise. Et j'aimerais savoir aussi, au passage, où va l'argent des péages. Mais de cela, la SNCF ne veut pas, de peur de perdre une compétence technique », assène le président de région, bien décidé néanmoins à augmenter la pression sur le transporteur.

« Dans le courant du premier semestre 2020, la Région lancera un site web dédié aux usagers pour signaler les problèmes. On va mettre aussi des compteurs dans les trains, parce que l'on sent bien qu'il faut aller vers des trains de 900/1000 places, contre 660 aujourd'hui », confirme Xavier Bertrand, visible-

ment excédé. Au point de préparer maintenant la mise en concurrence de la SNCF. Comme d'autres régions y travaillent déjà à l'image de PACA par exemple. « Elle sera opérationnelle en 2023 », fixe-t-il en ce qui concerne les Hauts-de-France. « L'idée ne sera pas d'augmenter les prix. Par contre, les gains seront réinvestis au profit de la qualité et de la régularité ». ■ GAËL RIVALLAIN

« La compétition, si elle est loyale, elle me va. Sur l'usine de batteries, je ne pouvais pas dire à PSA c'est Amiens ou rien. Parce que PSA avait le choix entre Douvrin (Pas-de-Calais) et Tremery (Grand Est). Et moi je préfère qu'il choisisse Douvrin »

« Je suis persuadé qu'en ruralité, il faudra revenir à un système de zone franche (dotée de réductions d'impôts) »



Bernard Vincent, Bertrand Wallon, Gilles Caron, Francis Collonvillé, Daniel Fournier, Fabien Petitbon, Gérard Chatin, Philippe Duprez, Hugues D'Hautefeuille et Jacques Delannoy, parmi les contributeurs les plus actifs sur le site picaver.fr, ont échangé sur l'avenir du territoire avec Xavier Bertrand, hier au siège du Courrier Picard. Photos Dominique TOUCHART

« Dans les com' de com, les mariages forcés, ça ne marche jamais. Plus c'est gros, plus ça coûte cher. En terme de gestion, la commune, ça reste le meilleur rapport qualité-prix ».

« ON VA INSTAURER UN DROIT D'INTERPELLATION CITOYEN »

« On ne peut pas ne pas tirer de conclusions du mouvement des Gilets Jaunes. On ne peut plus dire aux gens qu'ils ont juste le droit de voter tous les six ans. À la fin du premier trimestre 2020, nous allons instaurer, à la Région, un droit d'interpellation citoyen. Il nous obligera à nous saisir des demandes formulées et de faire venir dans l'hémicycle ses promoteurs, pour leur dire si oui ou non on la retient et pourquoi. Nous sommes en train d'étudier à quel seuil de participation on va fixer le nombre de demandeurs. On le veut assez bas. Pas comme celui de 4,7 millions au niveau national, un véritable Everest ».

« Les gens nous disent que la politique ne peut plus les aider. L'enjeu, c'est donc de redevenir proche »

« J'envisage de faire réaliser un répertoire du patrimoine régional, qui va des moulins des Flandres au ballon au poing dans la Somme »

« Je ne fermerai pas de lycée. Par contre, si l'on voit qu'il y reste de la place, on pourra y mettre des start-up »

« LA GRANDE RÉGION A DONNÉ UNE FORCE QUE L'ON N'AVAIT PAS AVANT »

Alors que la fusion des régions avait été accueillie fraîchement à l'époque, de l'eau a coulé sous les ponts depuis. Xavier Bertrand s'en dit convaincu aujourd'hui : « La grande région a donné une force que l'on n'avait pas avant ». Sans elle, des grands projets structurants concernant le Canal Seine Nord Europe (CSNE), le barreau ferroviaire Creil-Roissy et la RN2 n'auraient pas pu sortir de l'ornière. « Sur la RN2 par exemple, il existait un véritable mur entre le Nord et l'Aisne », illustre-t-il, à propos d'une Picardie « qui s'est toujours sentie coincée entre Lille et Paris ». Une Picardie, rappelle-t-il également, qui a connu son lot de divisions jadis. « On a longtemps dit qu'il existait quatre départements en Picardie : la Somme, l'Oise, l'Aisne et... Amiens. Si Amiens n'a pas obtenu le TGV à l'époque, c'est aussi parce qu'Amiens et Saint-Quentin se faisaient la guerre. Du coup, le train est passé au milieu. Jouer en équipe, ça reste la meilleure façon de gagner ». Y compris à une plus grande échelle dorénavant, sans que les spécificités de chacun ne soient ignorées. « Pour le nom de la région, nous avons le choix entre Nord de France et Hauts-de-France. J'ai retenu Hauts-de-France. Mais je n'ai pas voulu donner de nom aux habitants de la région, parce que c'est très personnel, et que cela aurait nui à la culture picarde », rappelle d'ailleurs le Saint-Quentinois qui se dit, en ce qui le concerne, tout simplement « Picard ».

ÉOLIENNES : « TROP, C'EST TROP »

Hugues D'Hautefeuille, de Monsures (Somme) : « Nous connaissons votre position contre les éoliennes. Divers rapports vont dans votre sens. Elles constituent un véritable dégât pour les paysages. Néanmoins, l'État s'est montré très critique à l'égard de votre schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET). Comment les associations (anti-éoliennes) peuvent-elles vous aider ?

Xavier Bertrand : « Sur ce dossier, je me considère comme un lanceur d'alerte. J'ai adressé un ultimatum au gouvernement. Soit il change d'attitude, soit c'est moi qui vais le faire. J'ai profité de la venue d'Emmanuel Macron à Nesle pour lui en parler et lui remettre une pétition locale. Je l'ai prévenu. Les effets d'encerclement vont finir par créer des affrontements. J'ai vu des gens à bout. Trop, c'est trop. Le problème, c'est la densité. On a dépassé les seuils de l'acceptable depuis longtemps. Il y en a 1700 aujourd'hui. Et autant prêts à sortir en projet. J'ai proposé qu'on les remplace par des éoliennes en haute mer flottantes, mais aussi des panneaux photovoltaïques - et oui c'est possible en Hauts-de-France ! - ainsi que des méthaniseurs, à la condition de ne

pas déforester ou utiliser des terres agricoles pour cela. Je dis aux logisticiens qu'ils peuvent aménager leurs bâtiments dans ce sens. Je viens encore d'alerter Emmanuelle Wargon, (Secrétaire d'État à la Transition écologique). De son côté, la préfète de la Somme me donne l'impression d'avoir bien compris le problème. Les architectes des bâtiments de France doivent se faire entendre, aussi, en ruralité. Chez moi à Saint-Quentin, on a l'impression que les éoliennes sont carrément posées sur la basilique. Je sens l'État en train de bouger. C'est d'ailleurs l'avantage d'avoir été ministre, c'est qu'on le sent mieux lorsque l'on se fait balader. Mais je lui dis, attention, n'agissez pas dans un siècle. D'ailleurs, si en janvier, je ne vois rien venir, je proposerai de cofinancer des études d'incidence des éoliennes sur la santé, afin de permettre aux associations locales d'être plus efficaces dans leurs recours en justice. Ces associations m'ont demandé également d'organiser un grand colloque régional sur le sujet. Ce que l'on va faire déjà, c'est de mettre en 3D les données de notre Observatoire sur les éoliennes. Histoire que l'on se rende mieux compte encore de leur effet. Parce que je ne connais pas un défenseur de l'éolien qui habite au pied d'un mât ».